

Notifié aux parties par lettres n° 23 et 31/60/CPC du 28/1/75
Notifié au Président CPC par lettre n° 9/60/CPC du 14/1/77
Notifié au PG/CPC par lettre n° 55/60/CPC du 23/2/77
N° 5/CA du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N° 71-1/CA du Greffe

COUR POPULAIRE CENTRALE

Arrêt du 13 Septembre 1984

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

KODJA Joseph

Ministre de la Fonction
Publique et du Travail

Vu la requête en date du 20 Janvier 1971, enregistrée sous n° 31/GOS du 22 Janvier 1971 par laquelle le nommé KODJA Joseph, Agent des P.T.T. a saisi la Cour d'une instance en annulation de la décision implicite par laquelle le Ministre des P.T.T. a rejeté sa demande tendant au bénéfice des dispositions spéciales de l'Arrêté Général n° 10187/SB du 1er Décembre 1956 dérogeant aux règles de recrutement des Cadres de la Fonction Publique Coloniale ;

Vu la communication faite sous n° 415/GOS du 19 Mai 1974 au Ministre de la Fonction Publique et du Travail pour ses observations de la requête introductive d'instance et du mémoire ampliatif du requérant ;

Vu les observations enregistrées sous n° 586/GOS du 29 Octobre 1975 du Ministre des P.T.T. ;

Vu les conclusions en date du 26 Février 1970 de la Commission d'avancement chargée de prononcer les intégrations sur titre et reclassement des Agents d'Exploitation diplômés de l'Ecole Fédérale des P.T.T. de Rufisque dans le Corps des Contrôleurs des P.T.T. ;

Vu l'Arrêté n° 0652/MPT/DEP/P.2/P. du 31 Octobre 1970 portant intégration dans le Corps des Contrôleurs des P.T.T. ;

Vu l'Arrêté n° 0653/MPT/DEP/P.2 du 31 Octobre 1970 portant reclassement et avancement d'échelon ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Vu la loi 81-004 du 23 Mars 1981 portant organisation judiciaire ;

Où le Président-Rapporteur en son rapport ;

Où l'Avocat Général en ses conclusions ;

fr

.../... 01

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Considérant que le recours susvisé de KODJA Joseph est recevable comme ayant été formulé selon les exigences de la loi ;

AU FOND

Considérant que KODJA Joseph a soumis à la censure de la Cour la décision implicite de rejet par laquelle le Ministre de la Fonction Publique a refusé de lui appliquer les dispositions spéciales de l'arrêté n° 10187/SE du 1er Décembre 1956 aux motifs qu'il ne remplissait pas la condition du diplôme exigé par ce texte ;

Considérant qu'il prétend que l'arrêté, dérogeant aux conditions ordinaires de recrutement dans la Fonction Publique, n'a pas imposé aux postulants l'obtention préalable d'un diplôme, mais seulement une certaine ancienneté dans leur emploi ;

Considérant qu'il ajoute que certains de ses collègues qui se trouvaient dans sa situation ont été régulièrement avancés sans avoir suivi l'enseignement d'aucune Ecole ni à plus forte raison obtenu le moindre diplôme ;

Considérant que la Cour a demandé au Ministre de la Fonction Publique communication des procès-verbaux des travaux de la commission qui a eu à se prononcer sur le cas de certains agents des P.T.T. dont KODJA cite les noms ;

Que malgré rappels et démarches, l'Administration n'a pas cru devoir s'exécuter ;

Considérant cependant qu'en ce qui le concerne, KODJA fait partie d'une liste de 58 personnes dont une autre commission administrative a eu à étudier le dossier en vue de leur promotion à titre exceptionnel ;

Considérant que cette commission a défini entre autres critères, l'obtention d'un diplôme de fin d'études dans une Ecole Spéciale pour Agents des P.T.T., conformément à l'article 3 de l'arrêté 10187/SE du 1er Décembre 1956 ;

Considérant que KODJA, classé 46 sur la liste n'a pu produire ce document ;

Considérant dès lors que c'est en conformité de l'arrêté susvisé que l'Administration a refusé de lui appliquer les dispositions de ce texte et que cette circonstance ne constitue pas un excès de pouvoir ;

...

Ja .../... 01

Considérant qu'il échet dès lors de débouter KODJA Joseph et de mettre les dépens à sa charge.

PAR CES MOTIFS :

DECIDE

Article 1er. - Le recours susvisé de KODJA est recevable en la forme ;

Article 2. - Ledit recours est rejeté ;

Article 3. - Les frais seront à la charge du requérant

Article 4. - Notification de la présente décision sera faite à KODJA, au Ministre de la Fonction Publique et au Ministre des P.T.T.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

Alexandre PARAISO, Président de la Chambre Administrative, PRESIDENT ;

Pierre A. ASSOGBA et Barthélémy DIDE, Juges Professionnels, CONSILLERS ;

Jean-Marie GNAMBODE et Lucien AKPOVI, Juges Populaires non Professionnels, CONSILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi treize Septembre mil neuf cent quatre vingt quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Pierre AHLINVI COMLAN, Avocat Général de la Section Administrative, MINISTERS PUBLIC ;

et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER ;

Et ont signé :

Le Président,

Le Greffier,

A. PARAISO. -

J. TOUMATOU. -

Visé pour timbre et enregistrement

Endorsé le 28-11-84

2900

A Cotonou le 28-11-84

Inspecteur de l'enregistrement

Centrale



